

La Déclaration de Paris : « Le moment du changement est venu ! »

samedi 17 janvier 2009

Sommaire de cet article

- [Contexte](#)
- [La déclaration de Paris](#)

Contexte

« Le moment du changement est venu ! » C'est le titre de la déclaration adoptée par plus de 150 représentants des mouvements sociaux, des syndicats, des ONG, venant de vingt-cinq pays européens, réunis à Paris du 9 au 11 janvier 2009. Parmi les participants : l'AITEC, les Amis de la Terre Europe, ATD Quart Monde, le réseau des Attac d'Europe, le CCFD, le CRID, la Ligue des droits de l'homme, Oxfam, le Secours catholique, Via campesina Europe, les syndicats CGIL, CGT, FSU, Solidaires...

De cette réunion est sortie « la Déclaration de Paris », qui appelle à faire du G20 de Londres, le 2 avril, un grand moment de mobilisation en Europe, en réponse aux crises financières, économiques, sociales et écologiques.

Auparavant, le 28 mars sera une journée internationale de manifestations et d'actions pour de véritables alternatives, et le 1er avril, une journée « poisson d'avril de la finance ».

Les participants à cette rencontre devraient se réunir à nouveau les 18 et 19 avril, après le G20, pour étudier la suite à donner à la mobilisation...

La déclaration de Paris

Plus de 150 représentants de syndicats, de groupements paysans, de mouvements de solidarité internationale, de groupes écologistes, d'ONG de développement, de groupes de migrants, de mouvements confessionnels, de groupes de femmes, de mouvements de "sans", de mouvements étudiants et de jeunes et d'organisations luttant contre la pauvreté venus de toute l'Europe se sont rassemblés les 10 et 11 janvier 2009 à Paris afin d'analyser collectivement les crises actuelles, de développer des stratégies communes et de débattre de demandes et d'alternatives conjointes en réponses à ces crises.

Alors que la crise financière et économique s'intensifie, des millions de femmes et d'hommes perdent leur emploi, leur logement et voient leurs conditions de vie se dégrader. Des dizaines de millions d'entre eux vont s'ajouter au 1,4 milliard de personnes qui vivent déjà dans l'extrême pauvreté. Les crises aggravent la situation sociale, écologique, culturelle et politique dans laquelle vit la majorité de la population de notre planète.

En dépit de l'échec évident et prévisible du modèle économique actuel, les dirigeants politiques répondent en essayant de préserver un système qui est précisément responsable de ces crises. Les gouvernements ont été prompts à offrir leur garantie aux banques, aux grands actionnaires et à leurs alliés du monde de la finance, avec des centaines de milliards d'argent public. Pour résoudre le problème, ils nomment des banquiers et des responsables de multinationales : les mêmes acteurs qui ont suscité ces crises. Les travailleurs, les chômeurs, les pauvres - tous ceux qui sont touchés - n'ont reçu aucune aide dans leur

combat quotidien pour joindre les deux bouts et, pour couronner le tout, ils sont maintenant supposés payer l'addition.

Les propositions des gouvernements pour gérer la crise économique qui se déploie ne s'attaquent pas aux autres dimensions de la crise que nous devons affronter aujourd'hui - justice globale, crise alimentaire, crise climatique, crise énergétique - et par là même au besoin de transformer le système économique en un modèle qui nous permettrait de satisfaire les besoins fondamentaux de tou-te-s, de garantir tous les droits humains et de restaurer et préserver les bases écologiques de la vie sur notre planète.

Le moment est venu du changement ! Nous pouvons construire un système qui fonctionne au service des peuples et de l'environnement, un système qui réponde aux besoins de tous, un système basé sur les principes de l'intérêt collectif, de l'équité mondiale, de la justice, de la durabilité environnementale et du contrôle démocratique.

Comme premier pas, des mesures immédiates doivent être mises en oeuvre pour répondre aux impacts sociaux des crises sur les populations, tout en soutenant une transformation écologique de l'économie.

Nous appelons tous les mouvements sociaux d'Europe à s'engager dans un processus de changement. Pour commencer, nous appelons les mouvements à :

- s'engager dans la mobilisation massive pour la manifestation majeure de Londres le 28 Mars 2009, en amont de la réunion du G20, ou à investir les rues de leurs propres pays ce même jour pour faire entendre leurs voix. Vingt gouvernements ne peuvent décider seuls du futur du système économique et financier mondial.

- mettre en place une journée d'action dans la semaine du G20 de préférence le 1er avril (Financial Fool's Day / poisson d'avril de la finance) partout dans le monde, pour mettre en lumière l'irresponsabilité du pouvoir financier et promouvoir un contrôle démocratique de la finance.

Cette réunion est un pas en avant dans un processus de long terme visant à construire des espaces de rencontre pour les réseaux européens. Reconnaisant et s'appuyant sur les mobilisations passées et futures des mouvements sociaux et des organisations de la société civile en Europe et à travers le monde, ce processus se nourrit des efforts déployés dans le Forum social européen et ailleurs pour construire une Europe démocratique et socialement et écologiquement soutenable. Nous nous engageons à accroître la coopération et la communication entre nos réseaux et organisations dans le but de mettre en oeuvre les conditions d'une mobilisation durable et de développer des alternatives partagées. Nous nous engageons à soutenir et encourager les populations à faire entendre leurs voix pour remodeler leurs sociétés.

Nous nous rencontrerons à nouveau les 18 et 19 avril 2009 à Francfort sur le Main en Allemagne, avec l'objectif de développer les prochaines étapes de mobilisation et les stratégies pour un vrai changement. Nous appelons tous les mouvements sociaux et les organisations à rejoindre ce processus.

P.-S.

- Sur le site d'Adéquations : notre rubrique [Campagnes et plaidoyers](#)